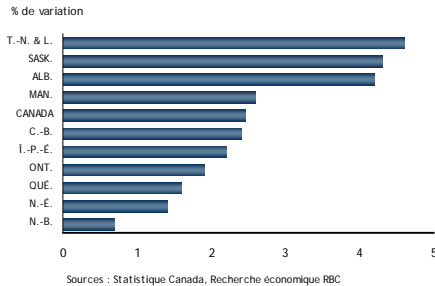
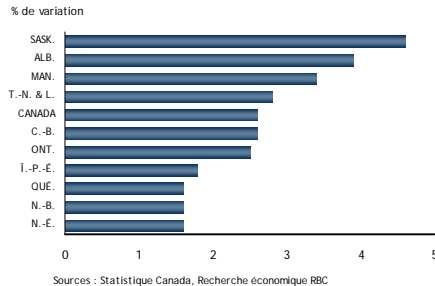
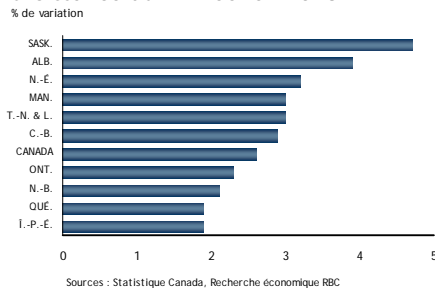


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2012

Croissance du PIB réel en 2011

Croissance du PIB réel en 2012

Croissance du PIB réel en 2013


Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Kirsten Cornelson
 Économiste
 416-974-8593
 kirsten.cornelson@rbc.com

L'Ouest se démarquera en 2012

- L'Ouest du Canada se classera au premier rang pour ce qui est de la croissance des provinces en 2012 ; une expansion robuste est prévue en Saskatchewan et en Alberta.
- Cette région du pays bénéficie grandement de l'essor des produits de base et des dépenses en immobilisations connexes. Elle sera aussi dans une très large mesure moins assujettie que d'autres à des contraintes budgétaires.
- Le raffermissement de l'économie américaine a élargi les perspectives de croissance de l'Ontario. Quant au Québec, son marché du travail éprouve des difficultés.
- La Nouvelle-Écosse profitera d'un bon coup de pouce en 2013.

La conjoncture mondiale se maintient

Les économies provinciales demeurent assujetties à de nombreux risques et défis ; toutefois, les nouvelles ont été encourageantes ces derniers mois. À l'échelle mondiale, il apparaît de plus en plus que la zone euro évitera un démembrement, puisque la crise de son secteur financier se stabilise et que le recul de l'économie semble à la fois limité et de courte durée. Le ralentissement de la Chine est en cours et tout se passe dans l'ordre. La croissance demeure donc malgré tout solide. Mais ce qui importe surtout pour le Canada, c'est que les données de l'économie américaine s'améliorent, particulièrement en ce qui a trait à l'emploi. En bref, nos activités de suivi indiquent que le contexte externe dans lequel évoluent les économies provinciales continue largement de favoriser la croissance, bien qu'à un rythme modeste.

Un contexte favorable aux produits de base.....

Le fait que la croissance mondiale soutenue continuera d'alimenter la demande de produits de base et, par conséquent, leurs prix revêt une importance particulière pour de nombreuses provinces. Sauf l'exception notable du gaz naturel et peut-être aussi des produits du bois, les prix des produits de base sont élevés d'un point de vue historique et nous prévoyons qu'ils le demeureront cette année et l'an prochain.

...qui privilégie l'Ouest du Canada

Les avantages pour certaines provinces de la robustesse des marchés des produits de base étaient évidents l'an dernier. L'ouest du pays et Terre-Neuve-et-Labrador, qui dépendent lourdement du secteur des ressources naturelles, ont connu une montée en flèche de leur croissance économique. Nous prévoyons des résultats généralement similaires cette année, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, où des arrêts temporaires des activités pétrolières extracôtières ralentiront sensiblement le rythme de la production.

La Saskatchewan prend la tête

Selon nos prévisions relatives au PIB réel des provinces en 2012, la Saskatchewan devrait prendre la tête (et enlever à Terre-Neuve-et-Labrador le premier rang qu'elle occupait l'an dernier), grâce à un taux solide de 4,6 %. Elle sera suivie par l'Alberta (3,9 %) et le Manitoba (3,4 %). Le Canada central, la Colombie-Britannique et le Canada atlantique progresseront modestement, à un rythme variant entre 1,6 % et 2,8 % ; toutefois, dans la plupart des cas, une telle croissance représentera une amélioration par rapport à 2011. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard font cependant exception dans ce groupe, puisque nous y prévoyons une baisse des rythmes. Nous maintenons nos prévisions de croissance pour le Québec par rapport à 2011 (1,6 %).

Les dépenses en immobilisations devraient augmenter dans la plupart des provinces

L'essor des produits de base constituera un facteur de différenciation clé du rendement des provinces. Nous pouvons le constater dans le rapport intitulé Investissements privés et publics au Canada : perspectives publié récemment par Statistique Canada. Ce rapport précise que des investissements soutenus dans les grands projets liés à l'énergie, aux mines et à la fusion contribueront à stimuler fortement les dépenses en immobilisations dans des provinces comme Terre-Neuve-et-Labrador, la Colombie-Britannique et l'Alberta. Ces investissements feront encore augmenter les dépenses de la Saskatchewan, qui se situent déjà à un niveau record.

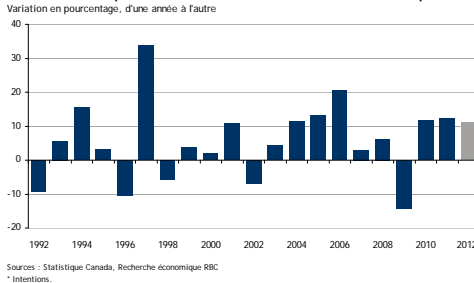
Les restrictions budgétaires exercent des pressions sur la croissance dans les régions du Canada central et de l'Atlantique

La politique budgétaire constituera un autre facteur de différenciation. Compte tenu de l'ampleur inégale des déficits provinciaux et des différents échéanciers prévus pour les éliminer, nous entrevoions des restrictions budgétaires généralement plus rigoureuses dans le Canada central et le Canada atlantique que dans l'ouest du pays. Bien qu'elles soient nécessaires afin de rétablir la santé financière des provinces, de telles restrictions freineront davantage la croissance de ces provinces.

Pourcentage des exportations de la C.-B. selon le pays de destination



Investissement privé non résidentiel en Colombie-Britannique



Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,0	2,4	2,6	2,9
Emploi	1,7	0,8	1,4	1,5
Taux de chômage (%)	7,6	7,5	6,7	6,6
Ventes au détail	5,3	2,3	4,2	4,4
Mises en chantier (unités)	26 479	26 400	26 800	27 000
Indice des prix à la consommation	1,4	2,3	1,6	1,3

Robert Hogue
Économiste principal

L'économie s'oriente dans la bonne direction

Nous prévoyons une amélioration modeste de l'économie de la Colombie-Britannique en 2012. L'économie provinciale profitera de la hausse des exportations enregistrée dans les marchés asiatiques en croissance rapide l'an dernier, ainsi que du début des travaux portant sur deux nouveaux projets d'envergure, soit la commande importante de vaisseaux non combattants du gouvernement fédéral et la modernisation de la fonderie d'aluminium à Kitimat. Nous sommes d'avis que ces facteurs stimuleront quelque peu la croissance par rapport à un niveau estimatif de 2,4 % en 2011 pour la porter à 2,6 % en 2012. Les avantages se feront toutefois davantage sentir en 2013, car nous prévoyons que la croissance atteindra alors 2,9 %.

Des gains profitables sur les marchés chinois

Comme mentionné dans les numéros précédents de *Perspectives provinciales*, les percées considérables réalisées par les exportateurs de la Colombie-Britannique (principalement les producteurs de bois de sciage résineux) sur les marchés en croissance rapide de la Chine et de la Corée du Sud ont joué un rôle majeur dans l'expansion de l'économie de la province l'année dernière. Le succès a été tel que la Chine a surpassé le Japon à titre de deuxième marché à l'exportation en 2011 et qu'elle a même réduit davantage l'écart avec les États-Unis. Bien que l'augmentation des exportations vers la Chine ait été plus ou moins en dents de scie durant la dernière partie de l'année, en raison notamment de l'incertitude régnant sur le marché résidentiel chinois, les occasions demeurent considérables pour les producteurs de bois, et peut-être d'autres producteurs, de la Colombie-Britannique. Nous prévoyons que la province progressera davantage cette année et l'an prochain. Les indices économiques prometteurs qui ont commencé à se manifester aux États-Unis sont également de bon augure pour les exportateurs de la Colombie-Britannique. En outre, les fabricants de produits du bois bénéficieront d'un raffermissement graduel de la construction de logements au sud de la frontière en 2012 et en 2013.

Se préparer à profiter de la manne offerte par la construction de navires

Il ne s'agit peut-être pas du contrat de construction de frégates, qui a été octroyé aux chantiers navals d'Irving, à Halifax, mais la société Seaspan Marine établie à North Vancouver a réussi le coup de maître d'enlever à l'automne dernier le contrat de 8 milliards de dollars du gouvernement fédéral visant sept navires non combattants. Ce mandat stimulera énormément les activités de construction navale dans la province. Les travaux sur les navires de la Garde côtière et d'autres navires devraient débiter à la fin de l'année ou au début de 2013 et se dérouler sur une période de huit ans. Certains avantages seront réalisés cette année, puisque Seaspan Marine compte engager 160 millions de dollars dans la préparation de ses chantiers navals de Vancouver et de Victoria.

Investissements considérables dans les capacités de production d'aluminium

La modernisation de la fonderie d'aluminium de Rio Tinto Alcan située à Kitimat représente un autre projet d'envergure confirmé récemment. L'entreprise envisage de consacrer 3,3 milliards de dollars à l'amélioration de ses installations et à l'augmentation de 40 % de ses capacités d'ici 2014. Ce projet est pris en compte dans l'augmentation considérable de 870 millions de dollars (un bond de 227 %) des intentions de dépenses en immobilisations des industries des métaux communs, selon le document Investissements privés et publics au Canada : perspectives publié par Statistique Canada. L'industrie compte parmi plusieurs (notamment le pétrole et le gaz, les mines et les services publics) qui songent à intensifier sensiblement leurs dépenses en immobilisations en 2012. Selon le rapport, les investissements non résidentiels totaux dans la province devraient augmenter au rythme soutenu de 11,2 %, soit à peine moins que le résultat très solide de 12,3 % affiché en 2011.

Les restrictions budgétaires et le ralentissement du marché du logement freineront la croissance

Même si l'économie de la Colombie-Britannique profitera d'une hausse de ses exportations et de la réalisation de grands projets, sa croissance générale sera freinée par des facteurs, comme les contraintes budgétaires et le ralentissement du marché du logement, qui exerceront des forces contraires.

Essor économique 2.0

Malgré la grande adversité, l'économie de l'Alberta est entrée dans sa phase d'expansion de manière remarquable l'an dernier, donnant des signes évidents qu'elle est de nouveau florissante. Nous espérons que les conditions en place persisteront cette année et l'an prochain et pensons qu'elles seront beaucoup mieux ordonnées que durant la période d'essor de 2004 à 2006 ayant provoqué de graves tensions dans la province. Selon nos calculs, la croissance du PIB réel a franchi le cap de 4 % en 2011 pour la première fois depuis 2006 (à un taux estimatif de 4,2 %). Nous prévoyons que ce rythme sera plutôt durable, s'établissant à 3,9 % en 2012 et en 2013. Un tel scénario n'exercerait pas de pressions indues sur les ressources, comme la main-d'œuvre ou le capital, dans la province. Dans tout le Canada, seule la Saskatchewan, qui est en plein cœur de son propre essor économique, surpassera l'Alberta au titre de la croissance cette année et l'an prochain.

L'industrie pétrolière demeure le catalyseur

Les niveaux record de production et d'investissement du secteur pétrolier de l'Alberta agissent de toute évidence comme catalyseurs de l'activité bourdonnante dans toute la province. Le rendement remarquable du marché du travail l'an dernier est la preuve que la majeure partie de l'économie provinciale est sur la voie du succès. En tout, 99 000 emplois ont été créés en Alberta en 2011, soit plus de la moitié des gains dans tout le Canada. Il est encore plus remarquable de constater que ces gains sont largement distribués entre les secteurs et qu'ils portent tous sur des emplois à temps plein. Nous estimons que la création d'emplois demeurera soutenue en 2012, mais qu'elle ne sera pas aussi vertigineuse qu'en 2011. Nos prévisions relatives à la croissance de l'emploi se situent toujours à 3,1 % pour cette année, soit le meilleur taux à l'échelle du pays. Il s'agit toutefois d'un recul par rapport au taux de 3,8 % affiché l'an dernier. La vigueur du marché du travail favorisera nettement les dépenses de consommation dans la province.

Une autre année record pour le secteur pétrolier

Tout porte à croire que 2012 sera une autre année record pour le secteur pétrolier albertain. Grâce aux investissements massifs dans les sables bitumineux, la production de pétrole non classique augmente rapidement. L'Office national de l'énergie (ONE) estime que la production non classique en Alberta a bondi de plus de 9 % l'an dernier et il prévoit qu'elle augmentera à un rythme encore plus rapide (près de 16 %) cette année. Même la production pétrolière classique est de nouveau en hausse, ayant progressé en 2011 pour la première fois depuis 2003. L'ONE prévoit une autre augmentation cette année. Cette vigueur du volet pétrolier du secteur énergétique provincial neutralisera aisément toute autre baisse prévue de la production de gaz naturel, compte tenu de la faiblesse chronique des prix de cette marchandise.

Les dépenses en immobilisations atteindront des niveaux record dans le secteur énergétique

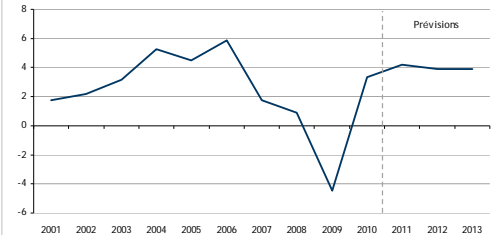
Les investissements massifs dans le secteur énergétique devraient encore atteindre de nouveaux points culminants en 2012. Le sondage sur les intentions d'investissements réalisé par Statistique Canada indiquait que les entreprises d'extraction de pétrole et de gaz envisagent de consacrer le montant record de 48 milliards de dollars cette année aux dépenses d'investissement, soit une hausse de 16,2 % par rapport à 2011. Des dépenses plus importantes en infrastructures de pipelines contribueront à accroître le montant total. Ces investissements d'une envergure colossale contribueront à grandement stimuler l'activité économique dans la province.

La vigueur des revenus équilibrera le budget provincial d'ici 2013-2014

La robustesse du secteur pétrolier et l'intérêt renouvelé envers l'exploration dans la province profitent au gouvernement albertain. Dans son budget du 10 février, le gouvernement provincial a prévu une croissance solide des revenus durant les prochaines années, compte tenu dans une large mesure de la montée en flèche des redevances. Le gouvernement provincial devrait combler son déficit d'ici 2013-2014 sans devoir réduire les dépenses dans son plan budgétaire.

PIB réel de l'Alberta

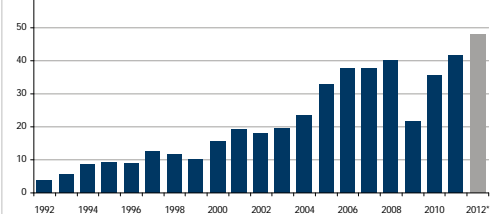
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement du secteur de l'extraction du pétrole et du gaz en Alberta

en milliards de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

* Intentions.

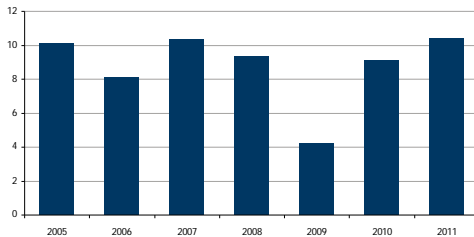
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,3	4,2	3,9	3,9
Emploi	-0,4	3,8	3,1	2,5
Taux de chômage (%)	6,5	5,5	4,8	4,5
Ventes au détail	6,0	7,0	6,5	6,3
Mises en chantier (unités)	27 088	25 500	30 000	32 500
Indice des prix à la consommation	1,0	2,4	2,0	1,8

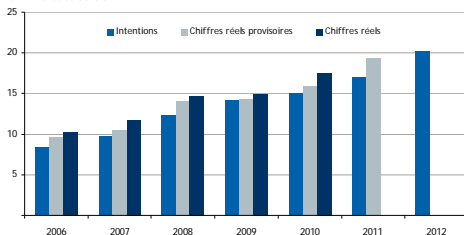
Robert Hogue
Économiste principal

Production de potasse en Saskatchewan
en millions de tonnes



Sources : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

Intentions d'investissement privé et public en Saskatchewan
en milliards de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	4,0	4,3	4,6	4,7
Emploi	0,9	0,3	1,7	1,9
Taux de chômage (%)	5,2	5,0	4,8	4,6
Ventes au détail	3,1	8,5	5,9	6,5
Mises en chantier (unités)	5 907	7 200	7 600	7 900
Indice des prix à la consommation	1,3	2,8	2,4	2,6

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

La Saskatchewan prend la tête

Nous demeurons optimistes au sujet des perspectives de croissance de la Saskatchewan cette année et l'an prochain. Nous entrevoyons des taux respectifs de 4,6 % et de 4,7 %, après une hausse prévue de 4,3 % en 2011. Bien que l'estimation de 2011 représente une croissance un peu plus faible que ce que nous avons prévu au dernier trimestre (4,5 %), le rythme de croissance de 4,2 % pour la présente année a été révisé à la hausse, ce qui place la Saskatchewan en tête des provinces une fois encore.

La production de potasse devrait se rétablir en 2012

L'optimisme visant la croissance durant l'année se maintient, malgré des indices d'un certain ralentissement de la production de potasse au quatrième trimestre de 2011. L'essoufflement de la demande est peut-être lié aux préoccupations grandissantes au sujet de la reprise mondiale face à la crise de la dette souveraine en Europe. Les mesures politiques dynamiques prises récemment en Europe ont contribué à atténuer ces pressions. Nous prévoyons d'ailleurs qu'il en résultera une reprise de la demande. Un tel résultat serait de bon augure pour la hausse continue de la production de potasse durant 2012. La faiblesse de la production de potasse au quatrième trimestre de la dernière année nous a toutefois incités à revoir à la baisse la production minière pour 2011.

Les dépenses en immobilisations devraient continuer d'augmenter...

La vigueur prévue des dépenses en immobilisations est une des principales raisons de notre optimisme envers la croissance de la Saskatchewan cette année. Selon le récent rapport Investissements privés et publics au Canada : perspectives de Statistique Canada, les secteurs public et privé comptent accroître leurs dépenses nominales de 4,2 % en 2012. De prime abord, cette donnée peut sembler relativement modeste, mais il existe une solide tendance historique révélant que les dépenses prévues sont dépassées par les investissements réels. Ainsi, les dépenses en immobilisations engagées par la Saskatchewan en 2010 devaient d'abord progresser de 5,9 %, mais les données réelles publiées récemment dénotent maintenant une hausse plus substantielle de 17,3 %. (Cette forte augmentation pourrait déclencher une révision à la hausse de la croissance globale du PIB en 2010, actuellement estimée à 4,0 %.) De même, la croissance des données préliminaires réelles de 2011 s'établit maintenant à 10,3 %, comparativement au taux de croissance initial des intentions de dépenses de 7,2 %.

...grâce aux projets dans les secteurs des mines et des services publics

L'augmentation des dépenses en immobilisations cette année est presque entièrement attribuable au secteur minier et elle reflète probablement les dépenses accrues consacrées aux divers projets liés à la potasse. Les dépenses ont aussi augmenté dans le secteur des services publics, mais elles ont été principalement neutralisées par des dépenses moindres au sein du secteur de la fabrication et des administrations municipales. Compte tenu de la migration accrue vers les territoires urbains de la Saskatchewan, les dépenses des administrations locales pourraient représenter un secteur où une révision à la hausse apparaîtra cette année dès que les données finales seront compilées.

La production agricole continuera d'augmenter, bien qu'à un rythme plus modéré

Le rebond de 14 % de la production agricole en 2011, après une baisse de 18 % imputable aux intempéries en 2010, a grandement favorisé la croissance en Saskatchewan l'an dernier. Nous prévoyons une autre hausse cette année et l'an prochain, compte tenu de l'hypothèse de conditions météorologiques normales durant la période de prévisions et de la disparition des conditions de sécheresse du sol. Toutefois, même en fonction de ces hypothèses favorables, la croissance de la production agricole devrait reculer à 6 % cette année et à 3 % en 2013. La croissance persistante des dépenses liées à l'agriculture et aux immobilisations dans le secteur des ressources naturelles contribue à la montée en flèche des ventes dans le secteur de la fabrication, plus particulièrement en ce qui concerne la machinerie et les métaux usinés. Nous prévoyons que la fabrication continuera d'être un moteur de la croissance durant toute la période de prévisions.

La reprise de l'agriculture devrait stimuler la croissance en 2012

La croissance devrait s'établir à 3,4 % cette année et à 3,0 % en 2013 au Manitoba, en hausse par rapport à la progression estimative de 2,6 % pour 2011. La reprise de la croissance cette année, qui a été quelque peu majorée par rapport à 3,2 % au dernier trimestre, traduit dans une large mesure l'hypothèse selon laquelle l'amélioration des conditions de croissance, notamment la disparition de la sécheresse actuelle des sols, permettra au secteur de l'agriculture de passer d'une perte prévue de 15 % en 2011 à une augmentation de près de 19 % cette année. Nous supposons que la persistance de conditions climatiques plus normales permettra à la production agricole de continuer de rebondir en 2013, bien qu'au rythme sans doute plus modéré de 5 %. Cette modération est un facteur clé de la baisse de la croissance globale du PIB dans la province en 2013.

Des sondages laissent croire que les dépenses en immobilisations sont plus robustes que prévu

La faible révision à la hausse de la croissance de cette année résulte du sondage publié récemment par Statistique Canada sur les intentions de dépenses en immobilisations. Ce sondage mentionnait un raffermissement imprévu de la croissance des dépenses en immobilisations, laquelle a été portée du taux estimatif de 1,5 % en 2011 à 4,7 % en 2012. Il ne s'agit pas d'un rythme particulièrement soutenu pour 2012 et il semble faible par rapport au gain de 15,7 % dégagé en 2010 dans la foulée des dépenses liées à divers projets d'envergure, comme l'expansion du canal d'évacuation des crues de la rivière Rouge et le nouvel aéroport international de Winnipeg. Toutefois, cet accroissement est peut-être supérieur en réalité, puisque ce sondage sous-estime souvent les dépenses réelles durant les périodes de croissance économique globale. D'un point de vue industriel, la hausse prévue des dépenses en immobilisations traduit les gains dans les secteurs des mines et de la fabrication. Ces gains devraient neutraliser une autre année de dépenses réduites dans le secteur des services publics, traduisant dans une large mesure les investissements moindres de Manitoba Hydro. Dans la foulée des résultats de ce sondage, nous avons relevé nos prévisions relatives aux dépenses du secteur de la construction et avons porté la croissance à 3 % plutôt que de maintenir le taux de 1,5 % prévu pour 2011.

Le ralentissement de la fabrication devrait être temporaire

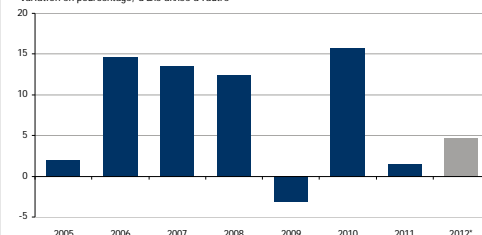
Les récents rapports économiques sur le Manitoba font état d'un certain ralentissement de la fabrication à la fin de 2011. Cette situation peut être partiellement imputable à des préoccupations accrues au sujet de la durabilité de la reprise tant à l'échelle mondiale qu'aux États-Unis, compte tenu des pressions exercées sur les marchés financiers en raison de la crise de la dette souveraine en Europe. Ces pressions ont commencé à s'atténuer au début de 2012, grâce aux mesures dynamiques prises par les décideurs politiques européens. Ce phénomène, associé à nos attentes de rebond de la croissance aux États-Unis et de robustesse des dépenses en immobilisations dans les provinces à l'ouest du Manitoba, devrait se traduire par un regain de l'activité manufacturière dans la province au fil de 2012.

L'emploi devrait montrer une vigueur accrue

La croissance des emplois a aussi quelque peu ralenti l'an dernier, baissant de 1,9 % en 2010 à 0,8 %. Toutefois, la remontée des dépenses en immobilisations et le raffermissement de la demande visant les biens usinés produits au Manitoba devraient contribuer à rehausser la trajectoire de l'embauche. Il en résultera sans doute une amélioration du taux de chômage qui, selon nous, devrait reculer à 5,2 % et à 5,0 % cette année et l'an prochain, respectivement, après être demeuré inchangé à 5,4 % en 2011.

Croissance des investissements au Manitoba

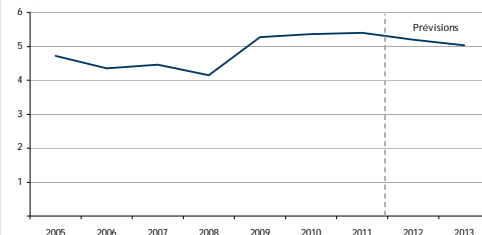
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Taux de chômage au Manitoba

en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

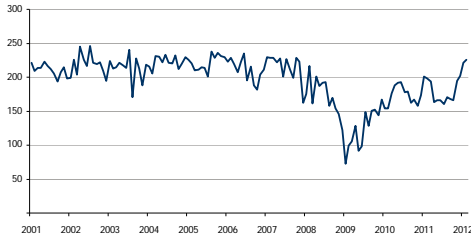
Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,4	2,6	3,4	3,0
Emploi	1,9	0,8	0,9	1,3
Taux de chômage (%)	5,4	5,4	5,2	5,0
Ventes au détail	5,6	4,6	5,0	4,7
Mises en chantier (unités)	5 888	5 900	6 100	5 800
Indice des prix à la consommation	0,8	2,9	1,9	2,1

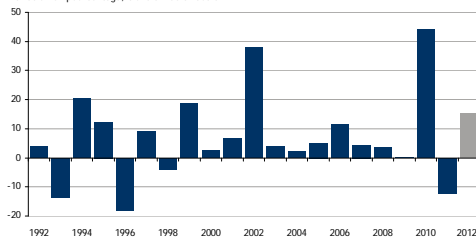
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Production de véhicules automobiles en Ontario
en milliers d'unités, données désaisonnalisées



Sources : AUTONEWS, Recherche économique RBC

Investissement en capital en Ontario
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,0	1,9	2,5	2,3
Emploi	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage (%)	8,7	7,8	7,8	7,5
Ventes au détail	5,4	3,0	3,7	3,9
Mises en chantier (unités)	60 433	67 700	62 300	59 000
Indice des prix à la consommation	2,4	3,1	1,8	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

La vague déferlant sur les États-Unis donne de l'élan à l'Ontario

Les indices encourageants que donne l'économie américaine depuis quelque temps sont de bon augure pour l'Ontario. Nous prévoyons que la demande accrue en provenance des États-Unis visant des biens comme des véhicules automobiles et des pièces détachées fabriqués en Ontario assurera une reprise modeste de la croissance dans la province de l'ordre de 2,5 % en 2012, par rapport au taux estimatif de 1,9 % en 2011. La vigueur renouvelée des dépenses en immobilisations au niveau municipal et régional influera aussi positivement sur la croissance cette année. Néanmoins, la performance de l'économie de la province demeurera contenue par les ajustements industriels constants imputables à la vigueur du dollar canadien, de même que par les efforts nécessaires de réduction du déficit du gouvernement fédéral et de la province.

Le secteur automobile ontarien est en pleine remontée

Le redressement du secteur automobile ontarien battait son plein l'an dernier lorsque des dérèglements considérables dans ses chaînes d'approvisionnement provoqués par une série de catastrophes naturelles au Japon et en Thaïlande ont déclenché son recul marqué. Heureusement, malgré leur gravité, ces dérèglements se sont révélés temporaires. À l'automne, la production de véhicules automobiles dans la province était de retour sur la bonne voie et elle a augmenté considérablement au quatrième trimestre. Toutefois, le début impressionnant de 2012 est encore plus encourageant : la production en janvier et en février est revenue aux niveaux affichés avant la récession en chiffres désaisonnalisés.

La demande des États-Unis s'oriente à la hausse

L'amélioration des données économiques chez nos voisins du sud durant les derniers mois est de bon augure pour l'économie de l'Ontario, qui s'appuie de manière disproportionnée sur le marché américain. Plus particulièrement, les ventes de véhicules automobiles sont de toute évidence sorties du marasme, puisqu'elles ont atteint durant les deux premiers mois de 2012 des niveaux plus élevés que jamais depuis le début de 2008. Nous prévoyons que le raffermissement du marché américain du travail continuera de favoriser les ventes de véhicules automobiles aux États-Unis cette année, tout en maintenant la demande américaine de véhicules automobiles et de pièces détachées fabriqués en Ontario à un niveau supérieur. Le revirement du secteur automobile ontarien contribuera à stimuler les exportations provinciales.

Les administrations municipales et régionales devraient intensifier leurs dépenses en immobilisations

Après avoir grandement stimulé la croissance en 2009 et en 2010, les dépenses en immobilisations du secteur public ont ralenti l'an dernier dans la province avec la fin du plan d'action. Le rapport sur les intentions d'investissement publié récemment par Statistique Canada laisse toutefois entrevoir une reprise en 2012. Le rapport mentionne que les administrations municipales et régionales comptent accroître leurs dépenses en immobilisations de 15 % (en termes nominaux) après la chute subie (12 %) en 2011. Cette hausse sera accompagnée d'une augmentation plus modeste (5 %) des dépenses des administrations provinciales (le gouvernement fédéral ne prévoit aucun changement des dépenses en immobilisations dans la province). Nous estimons que cette reprise des dépenses en immobilisations du secteur public ajoutera environ 0,3 point de pourcentage à la croissance en 2012. Dans le secteur privé, le rapport révèle de solides hausses des intentions de dépenses dans les secteurs des services publics et des mines.

Les vents contraires continueront de souffler

Bien que nous nous attendions à ce que la croissance dans cette province s'accélère modestement de 2011 à 2012, la performance économique de l'Ontario demeurera assujettie à de forts vents contraires résultant de la vigueur du dollar canadien, qui provoquera d'autres restructurations dans le secteur de la fabrication. Des vents contraires supplémentaires seront soulevés par l'intensification des restrictions frappant les programmes de dépenses gouvernementales, alors que les gouvernements fédéral et provincial s'efforcent de combler leurs déficits. Nous prévoyons que ces vents contraires ramèneront la croissance à 2,3 % en 2013.

Le Québec se situe en queue de peloton

Toute impression que l'économie québécoise reprendrait le cap après avoir émergé de la récession de 2008-2009 avant la plupart des provinces s'est évanouie l'an dernier. L'évolution décevante du marché du travail et d'autres secteurs de l'économie durant les derniers mois de 2011 au Québec a assombri les perspectives de remontée de la croissance en 2012 par rapport au relâchement affiché en 2011. Nous prévoyons que la croissance économique demeurera derrière celle des autres provinces durant la présente année et qu'elle s'établira à 1,6 %, soit un rythme inchangé par rapport à 2011. Il s'agit du plus faible résultat sur deux ans d'affilée des rendements autrement que dans le cadre d'une récession depuis les années 1995-1996. Nous prévoyons seulement une faible accélération à 1,9 % en 2013.

Culbute décevante du marché du travail

Nous devons admettre que nous avons été pris par surprise par la forte baisse subie par le marché du travail du Québec au cours des trois derniers mois de 2011. Bien que nous ayons remis en question à cette date l'an dernier la durabilité de la croissance soutenue des emplois affichée au début de 2011, nous avons été déçus par l'ampleur du ralentissement subséquent qui s'est traduit par la perte de 61 000 emplois entre octobre et décembre - une perte pratiquement aussi importante que celle observée durant toute la récession de 2008-2009 (64 000) dans la province. Cette détérioration rapide s'est répercutée sur le taux de chômage, qui a bondi à 8,7 % en décembre, soit à peine moins que le point culminant de 8,9 % atteint durant la récession. Nous sommes maintenant préoccupés par le fait que la détérioration des conditions du marché du travail pèsera sur les secteurs de l'économie tributaires de la consommation. Le gain d'emplois obtenu durant les deux premiers mois de 2012 (9 700) n'a pas suffi à améliorer de manière significative les perspectives à ce chapitre. Les récentes annonces de mises à pied dans des industries en vue, comme le secteur pharmaceutique, ne sont pas particulièrement de bon augure pour une reprise de l'embauche à court terme non plus. Nous prévoyons un taux de croissance des emplois d'à peine 0,2 % en 2012, soit bien moins que le taux moyen des cinq dernières années (1,1 %).

Entrée ratée en 2012

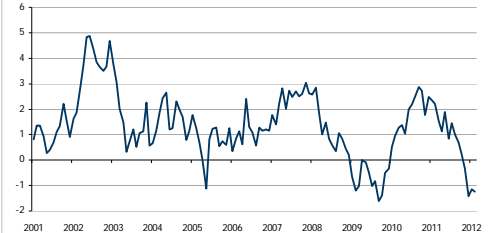
La récente série de données laissant voir un ralentissement considérable du PIB réel mensuel a aussi été préoccupante dernièrement. Selon des estimations de l'*Institut de la statistique du Québec*, le PIB réel de la province est demeuré stationnaire en octobre et en novembre 2011. À moins d'une intensification considérable du rythme en décembre, il se pourrait bien qu'il n'y ait aucune croissance au quatrième trimestre ou peut-être même un faible déclin. Des secteurs comme la construction résidentielle, la fabrication (notamment les métaux communs et l'outillage) et l'administration publique ont donné des signes d'essoufflement à la fin de l'an dernier. Ce décrochage de l'activité économique durant les derniers mois de 2011 fait suite à une légère contraction au deuxième trimestre et à une croissance minimale au troisième. Bref, l'économie du Québec montrait très peu de dynamisme, voire aucun, au passage à 2012.

Les investissements des entreprises se maintiennent

Toutefois, les investissements des entreprises continuent quant à eux à montrer des signes positifs pour 2012. Le plus récent sondage sur les investissements publics et privés de Statistique Canada révèle que les entreprises privées comptent accroître leurs dépenses en immobilisations non résidentielles de 8,5 % cette année, après les avoir fait bondir de 12,3 % en 2011. La presque totalité de cette augmentation aura lieu dans les secteurs des mines et des services publics. Le secteur public dégagera aussi un apport positif, alors que ses dépenses en immobilisations devraient progresser de 5,8 %, en hausse par rapport à 2,9 % l'an dernier.

Emploi au Québec

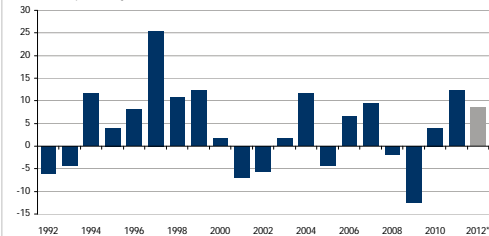
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement privé non résidentiel au Québec

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

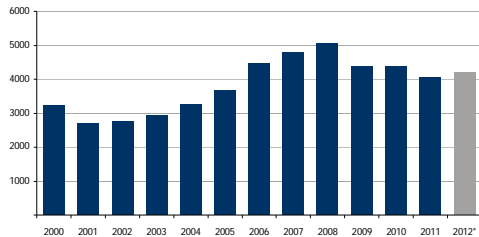
* Intentions.

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

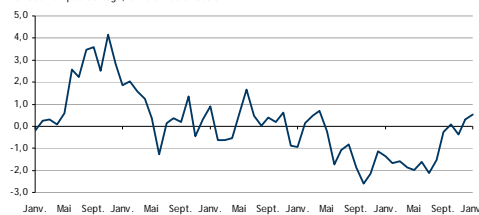
	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,5	1,6	1,6	1,9
Emploi	1,7	1,0	0,2	1,3
Taux de chômage (%)	8,0	7,8	8,0	7,8
Ventes au détail	6,3	1,9	3,4	3,8
Mises en chantier (unités)	51 363	48 200	45 000	42 000
Indice des prix à la consommation	1,3	3,0	1,8	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Investissement privé au Nouveau-Brunswick
en millions de dollarsSources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Emploi au Nouveau-Brunswick

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, RBC Marchés des Capitaux, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	3,1	0,7	1,6	2,1
Emploi	-1,0	-1,1	0,7	1,0
Taux de chômage (%)	9,3	9,5	9,4	8,9
Ventes au détail	4,9	4,9	3,2	3,7
Mises en chantier (unités)	4 101	3 200	3 100	3 200
Indice des prix à la consommation	2,1	3,5	2,0	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

L'apport du secteur public augmente, tandis que celui du secteur public diminue

L'an dernier, la faiblesse des exportations et l'anémie du marché du travail ont porté la croissance économique au Nouveau-Brunswick à un niveau très bas (nous estimons un taux de 0,7 %). Nous prévoyons observer une certaine amélioration de la situation cette année, car l'augmentation de la croissance aux États-Unis, des investissements privés et des dépenses de consommation générera des avantages qui contrebalanceront les effets du resserrement dans le secteur public. Nous croyons que cette amélioration de la performance économique de la province se poursuivra en 2013, alors que les effets de certaines retombées favorables de l'important contrat de construction navale obtenu par sa voisine (Nouvelle-Écosse) commenceront à se faire sentir. Dans l'ensemble, nous tablons sur une hausse du PIB réel de 1,6 % en 2012 et de 2,1 % en 2013.

Le resserrement budgétaire freine la croissance

À l'instar d'autres territoires, le Nouveau-Brunswick entrera dans une période d'austérité, au cours de laquelle les gouvernements fédéral et provincial se sont engagés à rétablir l'équilibre budgétaire. Compte tenu de l'apport relativement important de l'État à l'activité économique du Nouveau-Brunswick (36,1 % du PIB, contre 26,0 % à l'échelle nationale en 2010) et du déficit considérable par rapport au PIB de la province, qui doit être épongé, nous prévoyons que le resserrement budgétaire aura une plus grande incidence négative sur l'activité économique que dans la plupart des autres provinces, à la fois en 2012 et en 2013.

Rebond des exportations et des investissements privés en 2012

L'an dernier, les pressions exercées sur le secteur du commerce international du Nouveau-Brunswick ont fortement contribué à limiter la croissance du PIB de la province. Le commerce net de produits énergétiques (qui constituent les principales marchandises d'exportation de la province) lui a particulièrement nui, en raison de la baisse du volume réel des exportations de 3,7 % (malgré une hausse nominale de 23 %) et de l'augmentation du volume réel des importations énergétiques de 4,2 %. Nous prévoyons que les exportations nettes de produits énergétiques grimperont cette année, car les travaux de maintenance de raffineries qui ont contribué au recul des exportations l'an dernier sont maintenant terminés. La performance commerciale globale du Nouveau-Brunswick tirera également profit de la croissance de l'économie américaine, qui est supérieure aux attentes. Par ailleurs, l'amélioration des perspectives économiques semble stimuler la confiance des entreprises. D'après l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement privé et public, le secteur privé prévoit accroître de 3,5 % ses investissements dans la province en 2012, une première depuis 2008. Cette hausse compensera largement la baisse des investissements publics prévue, qui est de 0,9 %. La fin des dépenses liées aux deux grands projets de la province (centrale nucléaire de Point Lepreau au dernier semestre de 2012 et mine de potasse à Sussex au début de 2013) modérera probablement la croissance des investissements en 2013 ; toutefois, ce frein sera partiellement levé par l'augmentation de la production minière et de celle de services d'utilité publique.

Retombées du contrat de construction navale et fermeture d'une mine en 2013

Nous prévoyons que l'effet conjugué de l'austérité budgétaire et de l'amélioration de la performance du secteur privé qui marqueront 2012 continuera de se faire sentir en 2013. Nous nous attendons aussi à ce que deux autres facteurs influent sur la croissance économique de la province cette année-là. D'une part, nous croyons que le contrat de construction navale octroyé en Nouvelle-Écosse aura sur la province des retombées favorables, qui deviendront plus perceptibles en 2013, alors que les dépenses liées au contrat grimperont. D'autre part, la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata, prévue pour mars 2013, nuira à la production minière. La perte d'environ 800 emplois associés à la mine exercera aussi des pressions sur la situation de l'emploi, qui venait d'afficher une amélioration après deux ans de repli. Nous prévoyons que ces facteurs maintiendront la croissance économique globale à un rythme relativement modéré en 2013 ; c'est pourquoi nous misons sur une croissance du PIB de 2,1 %.

De nombreux projets sur la rampe de lancement

Bon nombre de projets stimulants sont prévus en Nouvelle-Écosse. La production au champ de gaz naturel de Deep Panuke est sur le point de commencer, les travaux préparatoires pour le contrat de construction navale octroyé par le gouvernement fédéral débiteront sous peu et on a récemment annoncé que Shell avait mis 971 millions de dollars sur la table pour l'acquisition de droits d'exploration pétrolière en mer, ce qui constitue la plus importante offre de ce type jamais vue dans les provinces de l'Atlantique. Ces projets auront relativement peu d'incidence en 2012, et leur effet sera partiellement atténué par l'austérité budgétaire et la consolidation de l'industrie papetière, ce qui entraînera une croissance plutôt lente du PIB de 1,6 % ; toutefois, nous prévoyons que cette croissance grimpera considérablement en 2013, passant à 3,2 %.

Il faudra attendre à l'an prochain pour observer une croissance supérieure des dépenses en immobilisations

Même si les vrais travaux de construction navale liés au contrat de 25 milliards de dollars sur 30 ans octroyé par le gouvernement fédéral ne débiteront probablement pas avant 2015, nous prévoyons que ce dernier aura une incidence à court terme sur la croissance économique de la Nouvelle-Écosse, notamment grâce aux investissements préparatoires dans l'infrastructure de construction navale et à la propagation des effets de la « satisfaction rayonnante » à d'autres secteurs de l'économie. L'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement privé et public a permis d'obtenir un premier aperçu de certains de ces effets sur les dépenses en immobilisations en 2012. Notre première hypothèse, cependant, est que les retombées du contrat de construction navale sur les investissements seront limitées en 2012. On prévoit que les dépenses en immobilisations dans le secteur des transports (qui englobe la construction navale) bondiront de 29 % ; cela ne représente toutefois qu'une augmentation de 89 millions de dollars. Dans l'ensemble, on table sur une hausse de 2,1 % des investissements en Nouvelle-Écosse en 2012. Nous prévoyons que les investissements liés à la construction navale et la vigueur soutenue de la confiance des consommateurs et des entreprises entraîneront une croissance bien plus considérable l'an prochain.

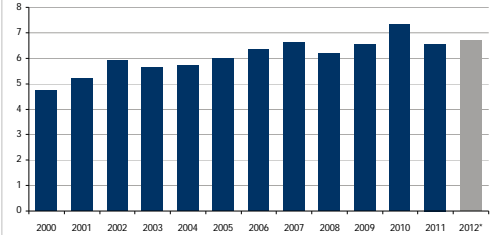
D'autres facteurs ralentiront la croissance en 2012

Nous croyons que deux facteurs clés pèseront sur la croissance : l'austérité budgétaire et la consolidation de l'industrie papetière. À l'instar des autres provinces de l'Atlantique, l'apport de l'État à l'activité économique est relativement élevé en Nouvelle-Écosse ; par conséquent, le resserrement budgétaire aux niveaux fédéral et provincial y limitera probablement plus la croissance qu'ailleurs. La production n'a toujours pas repris à l'usine de pâtes et papiers NewPage, qui a été fermée et vendue l'automne dernier, car son acheteur négocie actuellement les contrats avec les fournisseurs. Nous prévoyons que l'usine reprendra ses activités dans le courant de l'année, mais leur interruption prolongée contribuera à la réduction considérable de la production de pâte et de papier en 2012 par rapport à celle de 2011.

Tout commencera véritablement en 2013

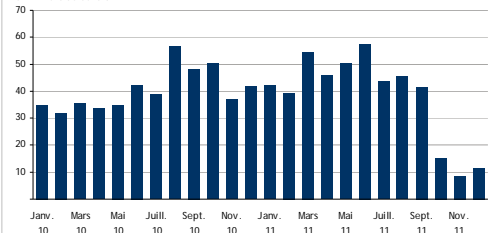
À l'instar du contrat de construction navale, d'autres projets favorables à l'économie de la Nouvelle-Écosse auront probablement des retombées bien plus considérables en 2013 qu'en 2012. Nous prévoyons que la production au champ de gaz naturel de Deep Panuke commencera au milieu de 2012, et que le coup de pouce le plus important pour l'économie arrivera à la fin de sa première année complète de production en 2013. Nous nous attendons à ce que les travaux d'arpentage de Shell commencent en 2013, au moment même où les dépenses en immobilisations liées à la mine de charbon Donkin augmenteront. Ces projets contribueront à accélérer la croissance de l'économie à 3,2 % en 2013.

Investissement privé et public en Nouvelle-Écosse
en milliards de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Exportations de papier de la Nouvelle-Écosse
en millions de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	1,9	1,4	1,6	3,2
Emploi	0,2	0,1	1,1	1,9
Taux de chômage (%)	9,3	8,8	8,5	8,0
Ventes au détail	4,6	3,4	3,5	4,0
Mises en chantier (unités)	4 309	4 700	4 500	4 600
Indice des prix à la consommation	2,2	3,8	2,0	2,2

Kirsten Cornelson
Économiste

On garde le cap...

Les secteurs de l'agriculture, des pêches et du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard ont été malmenés l'an dernier en raison du temps frais et humide observé au printemps et à l'été ; toutefois, les consommateurs et les entreprises sont restés confiants et ont permis à l'économie de maintenir un taux de croissance du PIB réel modéré, que nous estimons à 2,2 %. Nous prévoyons cette année un certain regain de l'offre selon l'hypothèse d'une normalisation des conditions climatiques, tandis que le redressement de l'économie américaine devrait stimuler davantage la croissance des exportations. Nous nous attendons tout de même à un certain recul de la demande intérieure en raison de la baisse des dépenses en immobilisations du gouvernement et du retour à des taux d'accroissement de la population plus durables. Tout compte fait, nous misons sur une croissance du PIB réel de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard de 1,8 % en 2012 et de 1,9 % en 2013.

De meilleures conditions climatiques et le raffermissement de la demande des États-Unis permettront de soutenir la croissance

Le temps frais et humide a contribué, l'an dernier, à la faible performance des secteurs de l'agriculture et du tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard. Si l'on suppose des conditions plus normales et des niveaux de précipitation moyens au printemps et à l'été, ces secteurs devraient afficher de meilleurs résultats en 2012. Le redressement de la croissance aux États-Unis devrait aussi permettre une hausse soutenue des exportations. Les exportations nominales ont connu une augmentation solide de 5,8 % en 2011, surtout en raison d'un accroissement de 46,8 % des exportations de machines et de matériel liés au secteur aérospatial.

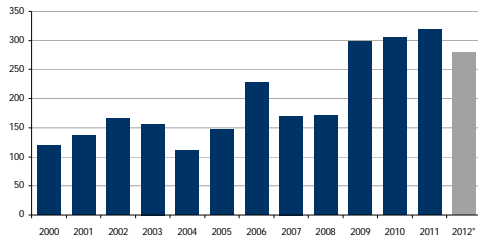
Recul marqué des investissements publics

La dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement privé et public a montré un repli de 2,0 % dans les intentions d'investissement en 2012, qui est entièrement attribuable à la diminution de 12,5 % des investissements publics. Par contre, le secteur privé prévoit bonifier ses investissements de 2,5 %. Dans son budget d'investissement déposé à la fin de l'année dernière, le gouvernement provincial avait indiqué son intention de réduire, plus particulièrement en 2012 et en 2013, les hauts niveaux de dépenses en immobilisations observés durant la récession. Les dépenses courantes du gouvernement feront aussi l'objet de pressions accrues, car les gouvernements fédéral et provincial visent tous deux l'équilibre budgétaire au cours des prochaines années. Étant donné que les dépenses courantes et les dépenses en immobilisations du gouvernement représentent près de 41 % du PIB nominal de la province (ce qui est de beaucoup supérieur au taux de 26 % pour l'ensemble du Canada), nous prévoyons que cette austérité freinera fortement l'activité économique de l'Île-du-Prince-Édouard.

Recul de la demande intérieure

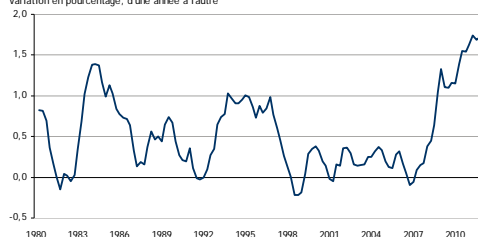
Le taux d'accroissement de la population a été plutôt élevé à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des quatre dernières années ; cette situation s'explique principalement par la hausse de l'immigration attribuable au Programme des candidats des provinces. Le taux d'accroissement de la population de 1,7 % observé l'an dernier a non seulement été le plus important de toutes les provinces, mais aussi le plus élevé jamais observé dans la province. Cet accroissement de la population a permis de soutenir la solide croissance de la demande intérieure. Les ventes au détail ont augmenté de 3,6 % en 2011, exception faite des ventes dans les stations d'essence (qui peuvent fausser le tableau vu les fluctuations marquées des prix du carburant) ; cela constitue le taux de croissance le plus rapide de toutes les provinces de l'Atlantique. La croissance de l'emploi s'est établie au rythme respectable de 1,9 %, et seules les provinces de l'Alberta et de Terre-Neuve-et-Labrador ont montré des taux de croissance supérieurs. Par ailleurs, les mises en chantier ont été nombreuses ; le total de l'an dernier, 975 unités, est le plus élevé en 23 ans à l'Île-du-Prince-Édouard. Bien que nous nous attendions à ce que la demande intérieure reste relativement solide, nous croyons qu'il est peu probable que le rythme de croissance observé récemment se maintienne. Nous prévoyons que la croissance des ventes au détail et de l'emploi se modérera au cours des deux prochaines années, et que les mises en chantier connaîtront une autre excellente année avant de se replier légèrement en 2013.

Investissement public à l'Île-du-Prince-Édouard
en millions de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Croissance de la population de l'Île-du-Prince-Édouard
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	2,6	2,2	1,8	1,9
Emploi	3,0	1,9	1,7	1,2
Taux de chômage (%)	11,1	11,4	11,1	10,4
Ventes au détail	5,2	6,4	4,1	3,9
Mises en chantier (unités)	756	1 000	1 000	800
Indice des prix à la consommation	1,8	2,9	1,9	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

Le pétrole suscite des inquiétudes, mais la croissance reste solide

L'an dernier, les investissements privés ont maintenu l'expansion de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador à un taux estimatif de 4,6 %, malgré des baisses de la production de pétrole exploité en mer. Un contexte semblable régnera en 2012, sauf que la croissance du PIB réel se repliera en raison d'une diminution bien plus marquée de la production de pétrole attribuable à des travaux de maintenance prévus dans deux des principaux champs pétroliers. Toutefois, nous ne croyons pas que ce recul sera catastrophique, car d'importants investissements privés et une forte production minière donneront un grand coup de pouce à l'activité économique provinciale. Nous misons toujours sur une solide croissance du PIB réel de 2,8 %. Nous prévoyons pour 2013 un rythme de croissance légèrement supérieur, à 3,0 %, qui s'explique principalement par la fin des travaux de maintenance touchant des champs pétroliers en mer.

La maintenance entraînera une baisse considérable de la production de pétrole

Après une chute de 3,4 % en 2011, on s'attend à ce que la production de pétrole brut connaisse un repli encore plus prononcé en 2012 en raison des travaux de maintenance prévus aux sites Terra Nova et White Rose. L'Office national de l'énergie prévoit que la production de pétrole totale de la province sera, pour la période de juin à août, d'environ 50 % inférieure aux niveaux habituels, ce qui entraînera une baisse projetée de 22 % de la production annuelle. Vu le poids important du pétrole dans l'activité économique provinciale, cette diminution nuira grandement à la croissance du PIB cette année. Nous croyons que les baisses constantes liées à la maturation limiteront tout regain de la production de pétrole jusqu'à ce que ces sites reprennent leurs activités, ce qui permettra, au mieux, de réaliser un gain de production minimal en 2013.

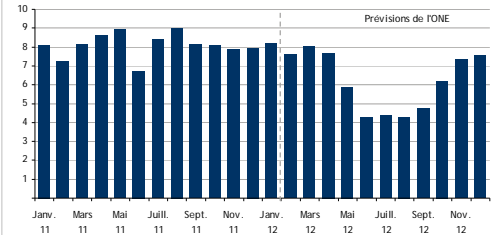
Les entreprises et les consommateurs restent impassibles devant cette perspective

Malgré l'abaissement des prévisions de croissance du PIB pour 2012 par rapport à l'an dernier, les entreprises ont indiqué leur intention de continuer à accroître leurs investissements dans l'activité provinciale à un rythme vertigineux. Lors de la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, on a recensé une augmentation impressionnante de 26,9 % des intentions d'investissement à Terre-Neuve-et-Labrador, la majorité de cette hausse étant attribuable aux investissements dans le secteur des mines et celui du pétrole et du gaz. Il s'agit de la troisième année consécutive où l'enquête montre un taux d'accroissement des intentions d'investissement dans la province supérieur à 20 %. Les indicateurs de la demande des consommateurs continuent aussi à dépasser ceux du reste du pays : à l'exception des ventes aux stations-service, les ventes au détail provinciales ont grimpé de plus de 3,5 % en 2011, contre 1,9 % à l'échelle nationale. Nous croyons qu'il est peu probable que le rythme de croissance effréné des investissements privés observé récemment se maintienne l'an prochain ; c'est pourquoi nous prévoyons un taux de croissance bien inférieur pour 2013. Toutefois, les tendances marquées de l'emploi devraient inciter les consommateurs à continuer de dépenser à un rythme soutenu tout au long de la période visée par les prévisions.

Le secteur minier favorise la croissance

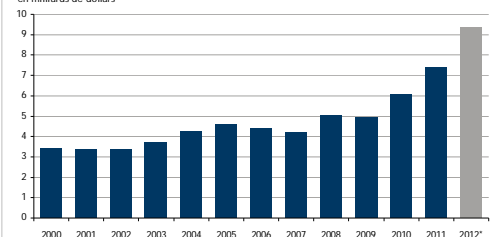
La production minière devrait connaître de fortes hausses en 2012 et en 2013, en raison de l'augmentation des capacités attribuable à de nouveaux projets de minerai de fer et à des projets en cours. L'expansion de la société Iron Ore Company of Canada et la première année complète de production à la Labrador Iron Mines entraîneront un fort accroissement de la production de minerai de fer en 2012, et le projet de minerai de fer à enfournement direct devrait de nouveau mener à une hausse en 2013. Compte tenu du fait que les investissements privés ne feront que compenser légèrement les baisses de production pétrolière au cours des deux prochaines années, cet essor du secteur minier jouera un rôle prépondérant dans le maintien de la croissance du PIB de la province.

Production de pétrole de Terre-Neuve-et-Labrador
en millions de barils par mois



Sources : Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extractibles, Office national de l'énergie, Recherche économique RBC.

Investissement public et privé à Terre-Neuve-et-Labrador
en milliards de dollars



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC
* Intentions.

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	6,1	4,6	2,8	3,0
Emploi	3,4	2,7	1,4	1,9
Taux de chômage (%)	14,4	12,7	12,1	11,1
Ventes au détail	4,6	4,9	4,0	4,7
Mises en chantier (unités)	3 606	3 500	3 400	3 500
Indice des prix à la consommation	2,4	3,4	2,1	2,1

Kirsten Cornelson
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P	10	11P	12P	13P
T.-N. & L.	6,1	4,6	2,8	3,0	3,4	2,7	1,4	1,9	14,4	12,7	12,1	11,1	3,6	3,5	3,4	3,5	4,6	4,9	4,0	4,7	2,4	3,4	2,1	2,1
Î.-P.-É.	2,6	2,2	1,8	1,9	3,0	1,9	1,7	1,2	11,1	11,4	11,1	10,4	0,8	1,0	1,0	0,8	5,2	6,4	4,1	3,9	1,8	2,9	1,9	2,1
N.-É.	1,9	1,4	1,6	3,2	0,2	0,1	1,1	1,9	9,3	8,8	8,5	8,0	4,3	4,7	4,5	4,6	4,6	3,4	3,5	4,0	2,2	3,8	2,0	2,2
N.-B.	3,1	0,7	1,6	2,1	-1,0	-1,1	0,7	1,0	9,3	9,5	9,4	8,9	4,1	3,2	3,1	3,2	4,9	4,9	3,2	3,7	2,1	3,5	2,0	2,1
QUÉ.	2,5	1,6	1,6	1,9	1,7	1,0	0,2	1,3	8,0	7,8	8,0	7,8	51,4	48,2	45,0	42,0	6,3	1,9	3,4	3,8	1,3	3,0	1,8	2,0
ONT.	3,0	1,9	2,5	2,3	1,7	1,8	1,0	1,4	8,7	7,8	7,8	7,5	60,4	67,7	62,3	59,0	5,4	3,0	3,7	3,9	2,4	3,1	1,8	1,9
MAN.	2,4	2,6	3,4	3,0	1,9	0,8	0,9	1,3	5,4	5,4	5,2	5,0	5,9	5,9	6,1	5,8	5,6	4,6	5,0	4,7	0,8	2,9	1,9	2,1
SASK.	4,0	4,3	4,6	4,7	0,9	0,3	1,7	1,9	5,2	5,0	4,8	4,6	5,9	7,2	7,6	7,9	3,1	8,5	5,9	6,5	1,3	2,8	2,4	2,6
ALB.	3,3	4,2	3,9	3,9	-0,4	3,8	3,1	2,5	6,5	5,5	4,8	4,5	27,1	25,5	30,0	32,5	6,0	7,0	6,5	6,3	1,0	2,4	2,0	1,8
C.-B.	3,0	2,4	2,6	2,9	1,7	0,8	1,4	1,5	7,6	7,5	6,7	6,6	26,5	26,4	26,8	27,0	5,3	2,3	4,2	4,4	1,4	2,3	1,6	1,3
CANADA	3,2	2,5	2,6	2,6	1,4	1,6	1,1	1,6	8,0	7,5	7,3	7,0	190	194	190	186	5,5	3,6	4,2	4,4	1,8	2,9	1,8	1,9

Tableau comparatif

2010, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2011)	511	146	945	755	7 980	13 373	1 251	1 058	3 779	4 573
Produit intérieur brut (milliards \$)	28,2	5,0	36,4	29,4	319,3	612,5	54,3	63,6	263,5	203,1
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,0	4,3	30,0	24,2	273,9	527,8	43,7	41,5	183,3	167,1
Part du PIB réel canadien (%)	1,4	0,3	2,3	1,8	20,7	39,8	3,3	3,1	13,8	12,6
Croissance PIB réel (TAC, 2005-10, %)	1,6	1,8	1,3	1,4	1,4	0,7	2,4	1,3	1,4	1,7
PIB réel par habitant (\$ 2002)	37 214	29 966	31 701	32 166	34 640	39 902	35 435	39 769	49 249	36 899
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2005-10, %)	1,7	1,1	1,2	1,2	0,5	-0,4	1,4	0,3	-0,9	0,2
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	27 402	24 645	27 308	27 091	26 642	29 893	27 645	30 593	37 885	29 175
Croissance de l'emploi (TAC, 2006-11, %)	1,0	1,1	0,5	0,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,8	1,2
Taux d'emploi (fév., 2012 %)	53,4	60,1	58,9	56,8	59,2	61,2	65,2	65,7	70,1	60,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2012)	16,4	15,1	11,1	12,7	11,2	10,5	7,4	7,3	7,8	8,6
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,1	9,5	9,1	11,5	16,3	15,1	11,3	7,0	8,0	8,6
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	60,5	72,3	73,1	69,4	65,6	63,0	65,3	60,9	55,3	71,3
Exportations (% du PIB réel)	34,9	26,0	22,4	40,0	29,6	38,6	30,4	35,3	35,8	24,9

Tableaux

Colombie-Britannique

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	159 729	164 496	165 641	162 225	167 140	171 151	175 601	180 694
	évolution (%)	4,1	3,0	0,7	-2,1	3,0	2,4	2,6	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	2 147	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 307	2 341
	évolution (%)	2,6	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,4	1,5
Taux de chômage	(%)	4,8	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6
Ventes au détail	en millions de dollars	53 133	56 930	57 783	55 222	58 145	59 475	61 960	64 697
	évolution (%)	7,6	7,1	1,5	-4,4	5,3	2,3	4,2	4,4
Mises en chantier	unités	36 443	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	26 800	27 000
	évolution (%)	5,1	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	1,5	0,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	118,4	119,9
	évolution (%)	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,6	1,3

Alberta

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	180 852	184 008	185 668	177 376	183 251	190 948	198 394	206 132
	évolution (%)	5,8	1,7	0,9	-4,5	3,3	4,2	3,9	3,9
Nombre d'emplois	en milliers	1 916	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 159	2 214
	évolution (%)	5,0	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	3,1	2,5
Taux de chômage	(%)	3,4	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,8	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	55 972	61 487	61 614	56 478	59 856	64 054	68 222	72 525
	évolution (%)	15,4	9,9	0,2	-8,3	6,0	7,0	6,5	6,3
Mises en chantier	unités	48 962	48 336	29 164	20 298	27 088	25 500	30 000	32 500
	évolution (%)	19,9	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,9	17,6	8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	128,1	130,4
	évolution (%)	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	2,0	1,8

Saskatchewan

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	38 266	39 626	41 466	39 911	41 520	43 305	45 297	47 426
	évolution (%)	-1,6	3,6	4,6	-3,8	4,0	4,3	4,6	4,7
Nombre d'emplois	en milliers	492	504	513	519	524	526	535	545
	évolution (%)	1,8	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	1,7	1,9
Taux de chômage	(%)	4,7	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,8	4,6
Ventes au détail	en millions de dollars	11 554	13 129	14 673	14 598	15 050	16 322	17 281	18 402
	évolution (%)	7,0	13,6	11,8	-0,5	3,1	8,5	5,9	6,5
Mises en chantier	unités	3 715	6 007	6 828	3 866	5 907	7 200	7 600	7 900
	évolution (%)	8,1	61,7	13,7	-43,4	52,8	21,9	5,6	3,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,1	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	124,9	128,2
	évolution (%)	2,0	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	2,4	2,6

Manitoba

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	40 181	41 263	42 838	42 705	43 746	44 883	46 409	47 802
	évolution (%)	3,4	2,7	3,8	-0,3	2,4	2,6	3,4	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	589	599	608	608	620	624	630	638
	évolution (%)	1,2	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	1,3
Taux de chômage	(%)	4,3	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,2	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	12 874	14 016	14 980	14 915	15 752	16 472	17 290	18 095
	évolution (%)	4,1	8,9	6,9	-0,4	5,6	4,6	5,0	4,7
Mises en chantier	unités	5 028	5 738	5 537	4 174	5 888	5 900	6 100	5 800
	évolution (%)	6,3	14,1	-3,5	-24,6	41,1	0,2	3,4	-4,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,7	123,1
	évolution (%)	1,9	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,9	2,1

Ontario

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	522 998	533 233	529 828	512 685	527 813	537 841	551 287	563 967
	évolution (%)	2,4	2,0	-0,6	-3,2	3,0	1,9	2,5	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	6 449	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 796	6 890
	évolution (%)	1,2	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	1,0	1,4
Taux de chômage	(%)	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	140 591	145 965	151 672	147 920	155 889	160 555	166 496	173 028
	évolution (%)	4,0	3,8	3,9	-2,5	5,4	3,0	3,7	3,9
Mises en chantier	unités	73 417	68 123	75 076	50 370	60 433	67 700	62 300	59 000
	évolution (%)	-6,8	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,0	-8,0	-5,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,8	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	122,2	124,6
	évolution (%)	1,8	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,8	1,9

Québec

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	260 033	265 585	269 083	267 290	273 856	278 238	282 689	288 061
	évolution (%)	1,8	2,1	1,3	-0,7	2,5	1,6	1,6	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 743	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 960	4 011
	évolution (%)	1,1	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,2	1,3
Taux de chômage	(%)	8,1	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	8,0	7,8
Ventes au détail	en millions de dollars	86 505	90 406	94 806	93 740	99 631	101 515	104 966	108 950
	évolution (%)	4,9	4,5	4,9	-1,1	6,3	1,9	3,4	3,8
Mises en chantier	unités	47 877	48 553	47 901	43 403	51 363	48 200	45 000	42 000
	évolution (%)	-6,0	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-6,2	-6,6	-6,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	108,7	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,4	122,9
	évolution (%)	1,7	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	1,8	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	23 174	23 439	23 583	23 484	24 216	24 386	24 776	25 296
	évolution (%)	2,4	1,1	0,6	-0,4	3,1	0,7	1,6	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	350	357	359	360	356	352	354	358
	évolution (%)	1,0	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	0,7	1,0
Taux de chômage	(%)	8,7	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	9,4	8,9
Ventes au détail	en millions de dollars	8 858	9 407	10 018	10 093	10 592	11 106	11 461	11 885
	évolution (%)	6,2	6,2	6,5	0,7	4,9	4,9	3,2	3,7
Mises en chantier	unités	4 085	4 242	4 274	3 521	4 101	3 200	3 100	3 200
	évolution (%)	3,2	3,8	0,8	-17,6	16,5	-22,0	-3,1	3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,2	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,4	125,0
	évolution (%)	1,7	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	2,0	2,1

Nouvelle-Écosse

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	28 174	28 611	29 378	29 390	29 951	30 370	30 856	31 844
	évolution (%)	0,6	1,6	2,7	0,0	1,9	1,4	1,6	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	441	448	452	451	452	453	458	467
	évolution (%)	-0,1	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	1,1	1,9
Taux de chômage	(%)	7,9	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	8,5	8,0
Ventes au détail	en millions de dollars	11 141	11 616	12 089	12 102	12 656	13 082	13 540	14 081
	évolution (%)	5,8	4,3	4,1	0,1	4,6	3,4	3,5	4,0
Mises en chantier	unités	4 896	4 750	3 982	3 438	4 309	4 700	4 500	4 600
	évolution (%)	2,5	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	9,1	-4,3	2,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	127,8
	évolution (%)	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	2,0	2,2

Île-du-Prince-Édouard

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	4 077	4 149	4 179	4 189	4 297	4 392	4 471	4 556
	évolution (%)	4,0	1,8	0,7	0,2	2,6	2,2	1,8	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	68	69	70	69	71	72	73	74
	évolution (%)	0,6	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,7	1,2
Taux de chômage	(%)	11,0	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,1	10,4
Ventes au détail	en millions de dollars	1 509	1 621	1 703	1 681	1 769	1 883	1 960	2 037
	évolution (%)	6,0	7,4	5,1	-1,3	5,2	6,4	4,1	3,9
Mises en chantier	unités	738	750	712	877	756	1 000	1 000	800
	évolution (%)	-14,4	1,6	-5,1	23,2	-13,8	32,3	0,0	-20,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,6	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,4	128,1
	évolution (%)	2,2	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	1,9	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2006	2007	2008	2009	2010	2011P	2012P	2013P
PIB réel	millions de \$ constants de 2002	18 129	19 791	19 712	17 930	19 027	19 902	20 460	21 073
	évolution (%)	3,0	9,2	-0,4	-9,0	6,1	4,6	2,8	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	215	216	219	212	219	225	228	233
	évolution (%)	0,8	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	1,4	1,9
Taux de chômage	(%)	14,7	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,1	11,1
Ventes au détail	en millions de dollars	6 012	6 528	7 009	7 120	7 449	7 817	8 129	8 508
	évolution (%)	3,2	8,6	7,4	1,6	4,6	4,9	4,0	4,7
Mises en chantier	unités	2 234	2 649	3 261	3 057	3 606	3 500	3 400	3 500
	évolution (%)	-10,6	18,6	23,1	-6,3	18,0	-2,9	-2,9	2,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	109,5	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,5
	évolution (%)	1,8	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.